

VERS DES SOLIDARITES ALIMENTAIRES PLUS DURABLES ?

2^{ème} rencontre VOBSALIM34 [Vers un Observatoire des Solidarités Alimentaires dans l'Hérault]

Synthèse de la session : Les dynamiques de changement sur le territoire de l'Hérault – 28 juin 2022, Montpellier

Acteurs présents :

- Animation : Lise Combes, FAS Occitanie
- CPIE Bassin de Thau et Secours Populaire Français : Mundhi Gunawan et Monique Jerez
- Secours Populaire Français : Thibault Mascarello
- Esperluette : Mathieu Roy et Majhouba Moussaoui
- Vrac et coccinas : Samuel Levallois
- Centre d'accueil des demandeurs d'asile ELISA : Anaïs Nael
- Territoires à vivres Montpellier : Marco Locuratolo

Objectifs :

- Présentation d'acteurs du territoire de l'Hérault (*replay* : 0 à 52mn)
- Discussions autour : (*replay*, à partir de la 52^{ème} minute)
 - Des enjeux des solidarités alimentaires
 - Leurs actions et leurs évolutions
- Synthèse des échanges avec le public (*ci-dessous*)

Synthèse des échanges entre les acteurs de la table ronde et le public :

Comment expliquer la baisse de fréquentation de certains centres alors qu'on sait que la précarité est en hausse ? Comment rendre attractif le bénévolat ?

Mme Myriam Bui-Xuam, élue et représentante de CCAS Clapiers

Dans la ville de Clapiers, deux problèmes liés à l'aide alimentaire sont constatés : le premier est qu'il y a de moins en moins de personnes qui souhaitent bénéficier de l'aide alimentaire. Ce constat peut être expliqué par plusieurs facteurs tels que le manque de choix pour faire des colis adaptés aux spécificités des ménages, des produits frais de mauvaises qualité, trop de produits transformés ou encore un bilan carbone mauvais.

Comment faire évoluer l'aide alimentaire pour que ceux qui en ont besoin aient envie d'y aller ? La meilleure prise en compte de la mixité des publics est une piste. Le souhait de Mme Bui-Xuam est d'aller vers le modèle d'une épicerie sociale pour permettre aux gens d'avoir le choix, de redonner plus de dignité aux bénéficiaires, et leur permettre de rencontrer d'autres personnes. Elle souhaiterait également mettre en

place un comité de projet de concertation citoyenne sur l'alimentation durable avec des citoyens tirés au sort et des élus.

Le second problème est le manque de bénévoles pour faire tourner les distributions. Les règles pour les bénévoles sont de plus en plus contraignantes et n'incitent pas à donner de son temps.

Thibault Mascarello, Secours Populaire Français

Le marché solidaire, mis en place lors de la crise Covid, fonctionnait au début en proposant une distribution de colis sans choix, puis s'est amélioré pour donner du choix sur les produits aux bénéficiaires. En 2022, le système ressemble à une épicerie solidaire, avec des produits de grande surface, du FEAD (gratuits), des fruits et légumes frais (gratuits, via des subventions de la région). Ce nouveau schéma, avec une meilleure qualité de produit et plus de choix, a amené une grande augmentation de la fréquentation. De plus, le Secours Populaire est très identifié par les CCAS et les services sociaux. Fatalement, la qualité de l'accueil baisse car il y a trop de monde et une cadence importante. C'est un point de surveillance à avoir : il faudrait essaimer les lieux de solidarité pour étaler l'aide alimentaire sur tout le territoire et désengorger les grosses structures, qui peinent de plus en plus à avoir des bénévoles stables, et qui ont des produits qui ne sont pas forcément de bonne qualité.

Mathieu Roy, Vrac et cocinas

En réponse à Mme Bui-Xuam de Clapiers : Pour garder des bénévoles et leur donner envie de revenir, pourquoi ne pas tester un apéritif dinatoire avant ou après la période de service, pour renforcer les liens avec les bénévoles, pourquoi pas également avec les bénéficiaires. Cela permettrait de retrouver l'esprit de convivialité des associations.

Professionnalisation de l'aide alimentaire

Thibault Mascarello, Secours Populaire Français

Se pose également la question de la professionnalisation de l'aide alimentaire. Le secteur associatif, reposant sur des bénévoles, se retrouve à travailler gratuitement pour organiser l'aide alimentaire. On change peu à peu le modèle des structures associatives, de base très libre, pour ressembler de plus en plus à une entreprise. C'est ce que les chercheurs appellent le « phénomène d'isomorphisme professionnel ». C'est ce fonctionnement qui repousse aujourd'hui certains bénévoles à intégrer les grosses associations. Il faut pouvoir garder ses libertés d'action, cette légèreté que peuvent avoir les associations pour pouvoir continuer à aller de l'avant, et en rappelant à l'état et aux collectivités que l'aide alimentaire ne doit pas forcément reposer uniquement sur les associations et les bénévoles.

Mobilisation citoyenne

Charline Clénet, chargée de projet accessibilité alimentaire Rennes

Pose une question sur le comité citoyen de l'alimentation de Territoire à VivreS : les groupes de discussions, ou les comités sont souvent composés de personnes déjà convaincues par des questions de justice sociale et de développement durable. Comment mobiliser des personnes « non-convaincues » ?

Réponse de TaV : Le comité est composé à 60% de personnes précaires. Il y a une coopération très large avec les services sociaux qui favorisent les participations pour la prise de décision collective.

Les financements des solidarités alimentaires

La Graine

La Graine est la monnaie locale de l'Hérault. Elle fait partie de l'expérimentation Territoire à Vivres et travaille actuellement à une application sur un projet de digitalisation de cette monnaie. L'objectif est d'avoir une approche sans discrimination : pour 1€ crédité, la personne ne mettra que 20ct. Le reste est alimenté par la caisse commune.

Il y a une nécessité d à passer d'une nourriture « basique » malbouffe à des produits frais (viande, poissons, fruits et légumes), qui ne sont pas assez présents dans les produits distribués dans l'aide alimentaire. Le nerf de la guerre est ici le financement. Pour la Graine, il y a une campagne de financement participatif pour favoriser ce travail de digitalisation par exemple.

Simon Bulté, Région Occitanie

Comment l'indépendance de choix est garantie par rapport aux financeurs ? Quelle est la proportion de financeurs publics et privés ?

Réponse de TaV : TaV est soutenu par l'état. Le projet a également le soutien de la métropole et de la Ville (45000€). Une demande de financements privés a également été faite (50 000€). De plus, chaque citoyen qui prend part à l'expérimentation choisit la part de budget qu'il peut mettre en cotisation par mois. Ce projet s'inscrit dans une volonté politique de la ville et de la métropole pour créer un dispositif de gouvernance territoriale sur l'alimentation, les élus sont invités à venir participer mais en tant que citoyen.

Les relations avec les pouvoirs publics

Andrea Tecchio : Quelle est votre relation avec les pouvoirs publics ? Leur aide est-elle suffisante ?

Réponse de l'Esperluette : la relation est plutôt bonne, et le projet est soutenu. Mais les aides ne sont pas suffisantes pour les petites structures. Ces petites structures sont toujours dans la recherche de financements, d'appel à projet. Il n'y a pas de financements stables et pérennes.

Paniers de Thau : Le projet des paniers de Thau a aujourd'hui le soutien des collectivités des 4 communes de son territoire, ainsi qu'un soutien financier (750 à 1500€ annuel), mais pas par l'intercommunalité. Il y a eu un temps où il a fallu créer et prouver l'intérêt du projet avant que les collectivités soutiennent le projet. Aujourd'hui, il y a un réel intérêt et soutien de positionnement.

Vrac & cocinas : Au début du projet les financements étaient légers, mais il y a eu un énorme soutien logistique (prêt de lieux pour les distributions, locaux de stockage).

SPF : L'association est très soutenue par les institutions publiques (CD, Ville, Région, ...) et a bénéficié de beaucoup de financements pour l'achat de produits, de l'aide pour les nouveaux projets (ex : marché gare), ou subventions d'investissement. Le problème est la stabilité. Jusqu'à quand courent ces financements ? Il n'y a pas de vision sur la pérennité des actions, qui comptent sur des subventions ponctuelles. D'où l'intérêt des dons des particuliers pour stabiliser le budget.

Conclusion sur les financements et les pouvoirs publics

Nicolas Bricas, chercheur socio-économiste, titulaire de la Chaire Unesco Alimentations du monde

D'un côté, on constate une augmentation rapide du nombre de personnes qui ont besoin d'aide, et qui va s'accroître prochainement avec l'inflation et la montée de la précarisation à venir. De l'autre, les collectivités territoriales ont du mal à suivre et sont très ennuyées avec la fin du plan de relance. Ce plan de relance a permis de financer des centaines de projets, avec des millions d'euros. Mais quid de 2023 ? Les collectivités ne peuvent pas suivre. Le discours qui se développe est de se demander si les projets / associations ne peuvent pas s'auto-financer ? Est-ce que le public doit continuer d'injecter de l'argent dans ces projets ? Ce n'est pas un refus, mais plutôt un désarroi dû à la complexité de mobiliser de gros budgets.

Certains acteurs regardent à l'international comment sont financées les solidarités. Historiquement en France, c'est l'état qui a toujours été présent, mais ce n'est pas partout pareil. Ailleurs, beaucoup de philanthropie finance l'action sociale et l'état est peu engagé. Ce modèle est de plus en plus regardé, y compris par l'état qui ne veut peut-être plus être le seul acteur à financer. Quel est le meilleur modèle économique pour faire face à un accroissement rapide de la précarité alimentaire ? Les projets peuvent-ils générer de l'argent par d'autres activités ?

Un stage mené par Alix Daveiro à la Chaire Unesco Alimentations du monde, s'intéresse à ces questions. Les premières constatations ne sont pas surprenantes : les projets ne peuvent pas s'autofinancer complètement et ont besoin d'argent public. C'est une question à réfléchir collectivement. A l'échelle nationale, le COCOLUPA (Comité de Coordination National de la Lutte Contre la Précarité Alimentaire) se pose la question de la stratégie nationale sur la lutte contre la précarité.

Marco Locuratolo, Territoire à Vivres

Une des difficultés dans la recherche des financements est de financer des expérimentations qui n'aillent pas fragiliser l'existant. L'objectif est d'obtenir d'autres financements qui ne remettent pas en cause les actions des uns et des autres. Il y a donc une nécessité d'une coordination. Au-delà de cette coordination à avoir, il faut connaître le type de financements possibles, y en a-t-il qui sont capables de financer des expérimentations, des « pas de côté » ?

Une autre question est de savoir comment dialoguer avec des services de différents bords (social, solidarité, agriculture) pour faire converger les budgets.

Enfin, est-on en capacité d'observer et d'évaluer l'impact des projets pour mieux définir les cadres de ces modèles économiques ? Il faut sortir de la base de comptage « combien de personnes avons-nous sorties de la précarité cette année ? ». Comment intégrer les externalités positives et négatives des différents modèles présents aujourd'hui ? Il y a un gros travail d'observation et d'analyse à faire. Pour cela, le financement doit être pluriannuel.

Thibault Mascarello, Secours Populaire Français

Sur la question de l'autofinancement : Au SPF, 80% des produits sont auto-financés par des dons, les participations. Ce chiffre peut paraître conséquent, mais les frais de gestion coûtent chers malgré ces dons.

Conclusion générale de la journée

Pauline Scherer, Vrac et cocinas

L'objectif de cette journée dans le cadre de l'observatoire des solidarités alimentaires était de montrer qu'il existe aujourd'hui des organisations très différentes, qui, au final commencent à se poser petit à petit les mêmes questions de durabilité.

Pour mieux comprendre les enjeux des solidarités alimentaires, il faut resituer nos conversations dans l'histoire de l'aide alimentaire. Au départ, il s'agissait de restaurants publics gérés par l'Etat, qui prenaient en charge une part de la population marginale. Par la suite, l'aide alimentaire s'est construite à partir des élites dans cette idée de charité et tout ce qui en découle par rapport aux classes sociales et aux rapports de domination. De nouveaux acteurs sont ensuite arrivés, comme le Secours Populaire Français, qui a renouvelé le profil des bénévoles : les élites ont laissé place aux classes moyennes, aux enseignants, aux travailleurs sociaux, avec l'idée du communisme. Puis, l'aide alimentaire a dérivée vers une imbrication forte avec la grande distribution et un système alimentaire industriel capitaliste.

En France en 2018, avant la crise Covid, l'aide alimentaire représente 800 millions d'euros tout financements confondus. La moitié correspond à de la défiscalisation de la grande distribution. Il est donc compliqué de poser des questions de financements de l'aide alimentaire lorsque le système économique et alimentaire est contraint. La question est de savoir comment reprendre le contrôle sur ce système ?

Ces constats nous invitent à réfléchir à d'autres alternatives que le système capitaliste, qui a fait de ce marché de l'alimentation un bien et un produit comme un autre, alors que nous avons vu tout au long de la journée que l'alimentation touche à des questions de survie, mais pas uniquement. C'est aussi une question de culture, d'individu et d'existence. Est-ce vraiment la seule alternative ? Cette charité va avec ce système capitalisme, destructeur de l'environnement, de l'accès aux revenus des personnes, et producteur d'inégalités sociales.

Se pose ainsi la question des connexions entre nos associations et nos institutions, mais aussi entre ces projets et un mouvement social de fond qui est à l'œuvre dans la société sur les modèles économiques. Les structures sont dépendantes de ce système d'appel à projets, de cette mise en concurrence permanente des uns avec les autres, sous peine de cesser leurs activités.

La société civile est créative à petite échelle. C'est peut-être le rôle de la politique que de donner une plus grande importance à la société civile.

Pour finir, il faut faire peser l'idée qu'il y a aussi une question de droit à l'alimentation, en gardant à l'esprit que le droit d'être à l'abri de la faim et le droit de l'alimentation sont différents. C'est une question importante dans notre manière de penser les choses (voir les travaux de Magali Ramel, chercheuse en droit de l'alimentation). Pourquoi pas aller vers une sécurité sociale de l'alimentation ? Ces questionnements interrogent les enjeux d'accès à de nouveaux droits. L'idée étant de sanctuariser du budget alimentaire dans les foyers, car nous savons que c'est la variable d'ajustement des ménages alors que les impacts sur la santé (entre autres) sont majeurs.

Les discussions de cette journée sont donc une invitation à repenser notre cadre de pensée. La seule économie valable n'est pas uniquement l'échange marchand qui financiarise. Comment se servir de toute cette créativité pour remettre en cause le système ?